

Algérie : La pénurie de logements pourrait attirer les constructeurs canadiens

L'Algérie est aux prises avec une grave pénurie de logements et, compte tenu de l'accroissement rapide de la population, devra faire face à des problèmes sociaux gigantesques si des solutions ne sont pas mises en oeuvre dans les plus brefs délais.

Le gouvernement estime qu'il manque actuellement 1,5 millions d'unités de logement en Algérie, et a récemment dévoilé des plans pour la construction de 60 000 unités au cours des douze prochains mois. Il s'agira de logements sociaux, subventionnés par l'État, destinés à juguler les pires aspects de la pénurie. Toutefois, même cet ambitieux programme ne suffira pas à combler le besoin toujours croissant de constructions nouvelles.

Avec des besoins aussi pressants, le secteur de la construction en Algérie offre des possibilités gigantesques, et les entreprises canadiennes sont en bonne position pour tirer avantage de la politique du gouvernement algérien accordant la priorité à ce secteur.

Australie (Suite de la page 6.)

et formant un élément permanent de celles-ci.

L'avis des Douanes précise également les exigences relatives au marquage des produits préemballés ainsi que des textiles et vêtements. Pour obtenir un exemplaire de l'avis des Douanes australiennes n° 92/194, communiquez avec Info Export (à l'adresse figurant au bas de la page 12 et en donnant le numéro de code 242 CA).

Pour toute question concernant le règlement australien sur les marques de fabrique, on peut s'adresser à Ray Buciak, Direction de l'expansion du commerce en Asie et Pacifique Sud (PST), Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, 125, rue Sussex, Ottawa K1A 0G2. Tél. : (613) 996-5945. Fax : (613) 996-4309.

Notamment, le gouvernement encourage les coentreprises et autres formes de partenariats canado-algériens, dans l'espoir d'obtenir la collaboration d'entreprises canadiennes dans la lutte contre la crise du logement.

Le gouvernement algérien tente aussi de revitaliser l'industrie du pays, et d'en améliorer à la fois les produits et le rendement.

Les débouchés pour les entreprises canadiennes, par conséquent, se trouvent moins dans l'exportation de matériaux de construction non usinés que dans l'exportation du savoir-faire et des techniques mis au point par des Canadiens.

Les entreprises algériennes recherchent activement des sociétés intéressées à des coentreprises pour la modernisation et le remplacement des usines vétustes en Algérie.

Les entreprises canadiennes intéressées à former des partenariats ou des coentreprises avec des sociétés algériennes, et prêtes à transférer de la technologie et des techniques de gestion en Algérie, peuvent envisager un succès énorme sur le marché algérien.

Il n'en demeure pas moins que l'Algérie est un marché difficile à percer, qui exige énormément de patience et de fréquentes visites pour établir des contacts personnels. Pour une entreprise qui envisage de s'établir sur le marché algérien, il est essentiel d'établir une présence locale, par l'entremise d'une coentreprise, d'un représentant local ou même d'une succursale.

Malgré ces efforts, une fois qu'une compagnie est établie dans ce pays, il lui reste encore beaucoup à faire pour étendre sa part de marché.

L'un des aspects les plus délicats du marché est le financement des projets. L'Algérie souffre actuellement d'une pénurie de monnaie forte, imputable au niveau des prix du pétrole sur le marché mondial. Presque tous les contrats signés en Algérie doivent comporter

un plan de financement.

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) est très active en Algérie, et le financement provenant d'autres institutions bancaires internationales est à la hausse. La Banque mondiale négocie actuellement la mise en place d'une ligne de crédit de 250 millions de dollars spécialement destinée au secteur de la construction et de l'habitation.

La situation politique est très instable en Algérie, mais le gouvernement s'efforce de régler les problèmes sociaux, comme la pénurie de logements et le taux de chômage élevé, qui ont provoqué le malaise social à l'origine de la crise politique.

Malgré de tels inconvénients, le gouvernement algérien met tout en oeuvre pour ouvrir ses marchés sur l'extérieur, pour accroître la productivité de l'industrie algérienne et pour rationaliser les industries gérées par l'État.

Les entreprises d'État sont maintenant exploitées par le « Fonds de participation », conçu pour permettre à l'État de se dégager de la gestion des affaires courantes des sociétés.

Au cours d'une réunion tenue récemment avec l'ambassadeur du Canada, M. Marc C. Lemieux, les dirigeants de quelques-unes des plus importantes sociétés de construction algériennes ont indiqué qu'ils avaient le devoir d'améliorer l'efficacité et le rendement de leurs entreprises, en faisant un meilleur usage des installations existantes, en réduisant le personnel excédentaire et en mettant davantage l'accent sur de saines pratiques commerciales.

Communiquez avec Loréa Giannatti, responsable de secteur pour l'Algérie, Direction de l'expansion du commerce en Afrique et au Moyen-Orient (LGT), Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), K1A 0G2. Tél. : (613) 990-8134. Fax : (613) 990-7437.